

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS195/4  
G/L/405  
G/TRIMS/D/17  
G/SCM/D35/2  
7 novembre 2000  
(00-4772)

---

Original: anglais

## PHILIPPINES – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

### Communication des Philippines

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 novembre 2000, adressée au Président de l'Organe de règlement des différends, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres de l'ORD.

---

Nous soumettons la présente communication en réponse à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis à la réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) du 23 octobre 2000, en ce qui concerne la demande de prorogation des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) présentée par les Philippines conformément à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC.

Les Philippines estiment que l'établissement d'un groupe spécial pour examiner cette question constitue une violation du processus de prise de décision de l'OMC et doit donc être refusé. En particulier, nous estimons que cet établissement rendrait sans objet la procédure prescrite au titre de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC et contrevient à la Décision sur les MIC prise par le Conseil général le 8 mai 2000 (Décision du 8 mai).

Nous exposons ci-après nos arguments contre l'établissement d'un groupe spécial conformément à la demande des États-Unis.

### **Les dispositions de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC et de la Décision du 8 mai n'ont pas été respectées**

Lors des réunions du Conseil du commerce des marchandises tenues après la présentation de leur demande, les Philippines ont systématiquement demandé à plusieurs reprises que cette demande soit examinée au fond, comme prévu à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC et réaffirmé dans la Décision du 8 mai. Cet examen n'a jamais eu lieu. Aucun Membre, pas même les États-Unis, n'a suggéré d'examiner au fond la demande des Philippines dans le processus multilatéral.

Les Philippines et les États-Unis ont tenu des consultations bilatérales, mais elles n'ont porté que sur les conditions que les États-Unis cherchaient à imposer en échange de leur approbation de la demande des Philippines. Les États-Unis n'ont jamais examiné cette demande au fond même lors des consultations bilatérales. En tout état de cause, ces consultations bilatérales, qui visent à faciliter le processus multilatéral prescrit, ne peuvent pas s'y substituer.

Les Philippines estiment que les prescriptions de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC doivent être satisfaites avant que la question puisse être examinée par l'ORD. En outre, la Décision du 8 mai impose d'"accueillir favorablement" les demandes des Philippines et d'autres Membres de l'OMC. Elle dispose que les Membres doivent "préserver le caractère multilatéral de ce processus" et que les prorogations demandées doivent être "examinées conformément aux droits et obligations qui découlent pour les Membres de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC".

Par conséquent, l'établissement d'un groupe spécial dans ces circonstances annulerait les droits des Philippines et des pays en développement Membres qui sont énoncés à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC et réaffirmés dans la Décision du 8 mai, et rendrait sans objet la procédure même du Conseil du commerce des marchandises.

### **L'ORD est le Conseil général lui-même**

Conformément à l'article IV:3 de l'Accord sur l'OMC, l'ORD *est* le Conseil général s'acquittant des fonctions de l'ORD prévu dans le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

Dans la Décision du 8 mai, le Conseil général, et donc, de fait, l'ORD, a reconnu que le Conseil du commerce des marchandises examinait la demande des Philippines. Ce faisant, il a déterminé d'une manière qui fait autorité la marche à suivre concernant la demande des Philippines et les demandes similaires. Par conséquent, l'établissement d'un groupe spécial à la demande de tout Membre, y compris les États-Unis, irait à l'encontre de la Décision du 8 mai. L'établissement d'un groupe spécial porterait atteinte à l'examen de la demande des Philippines et contrevient manifestement à la disposition de la Décision du 8 mai qui prescrit d'"accueillir favorablement" ces demandes.

L'ORD étant le Conseil général lui-même, il ne peut aller à l'encontre d'une décision qui est en fait aussi la sienne. Un groupe spécial ne pourrait être valablement établi que si le Conseil général abrogeait auparavant la Décision du 8 mai.

En outre, si une demande d'établissement d'un groupe spécial était acceptée et que les constatations de ce groupe contrevenaient à la Décision du 8 mai, une telle situation constituerait une violation de "la sécurité et la prévisibilité" prévues à l'article 3:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

### **Les Philippines ont participé de bonne foi aux consultations bilatérales**

Les Philippines ont participé de bonne foi aux négociations avec les États-Unis.

En fait, les Philippines ont fait preuve d'une grande flexibilité depuis qu'elles ont présenté leur demande de prorogation initiale au titre de l'article 5:3. Dans une lettre datée du 14 juillet 2000 adressée aux États-Unis (une des dernières de la série de lettres qu'elles ont envoyées aux États-Unis), les Philippines i) ont indiqué qu'elles étaient disposées à accepter un délai plus court, trois ans et demi au lieu de cinq ans, et ii) ont présenté un plan d'élimination progressive.

Les Philippines sont déterminées à établir un régime de commerce et d'investissement libéral pour l'industrie automobile et ont fait preuve de flexibilité. Toutefois, pour qu'une solution multilatérale soit trouvée, il n'y a pas que les Philippines qui doivent se montrer flexibles.

Les Philippines croient que les revendications des États-Unis portent surtout sur les droits de douane préférentiels accordés dans le cadre du Programme de promotion des véhicules automobiles

(MVDP) des Philippines. Il est fait spécifiquement référence à ces droits de douane préférentiels dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis le 13 octobre 2000. Si tel est bien le cas, cette demande d'établissement d'un groupe spécial est un moyen inapproprié d'influer sur les droits de douane en prétextant un différend sur des mesures concernant les investissements et liées au commerce.

Je vous remercie de bien vouloir distribuer cette lettre à tous les Membres pour qu'elle soit examinée par l'ORD lors de ses délibérations sur cette question.

---